



Luxembourg, le 23 JUL. 2019

N/Réf : 88398  
Dossier suivi par : Cynthia Schneider et  
Philippe Peters  
Tél. : 2478 6865  
E-mail : cynthia.schneider@mev.etat.lu

**Loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de  
certains plans et programmes sur l'environnement (art.7.2)**

**Avis de la Ministre de l'Environnement, du Climat et  
du Développement durable  
sur le rapport sur les incidences environnementales  
relatif au projet d'aménagement général de la Ville d'Esch-sur-Alzette**

**I. CONTEXTE**

**I.1. Obligations légales**

La directive européenne 2001/42/CE du 27 juin 2001 pose le principe que tous les plans et programmes en matière d'aménagement du territoire susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement doivent faire l'objet d'une évaluation stratégique environnementale. Esch-sur-Alzette instaure un système d'évaluation préalable des effets que peuvent avoir des projets publics ou privés sur l'environnement, ceci au stade de leur planification.

La directive a été transposée en droit national à travers la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (ci-après loi EES).

Les obligations qui en résultent pour le maître d'ouvrage comprennent la rédaction d'un rapport sur les incidences environnementales (ci-après le rapport environnemental) ainsi que la consultation du public, la Ministre ayant l'environnement dans ses attributions (ci-après la Ministre) ainsi que toute autre autorité ayant des responsabilités spécifiques en matière d'environnement entendues en leurs avis.

**I.2. Modalités procédurales**

Par courrier du 26 mars 2019, la Ville d'Esch-sur-Alzette a soumis pour avis à la Ministre le rapport environnemental élaboré par le bureau d'études Zeyen et Baumann, tel qu'il a été présenté au conseil communal en sa séance du 8 mars 2019.

Selon les vœux de l'article 6.3 de la EES, la Ministre avait émis en date du 20 juin 2016 son premier avis sur l'ampleur et le degré de précision des informations du rapport environnemental à produire. En date du 19 septembre 2017 une réunion de concertation avec la Ville d'Esch-sur-Alzette a eu lieu au sujet des documents soumis pour avis afin de clarifier certaines incohérences qui ont rendu l'analyse du dossier compliqué. L'avis comportait donc un certain nombre de précisions et recommandations en ce qui concerne le contenu du rapport environnemental et la démarche y relative, dont notamment

- le redressement de certaines incohérences concernant la dénomination et la délimitation des zones à analyser,
- la fourniture d'informations pour les bâtiments existants ou surfaces scellées situés en zone verte selon le PAG en vigueur ;
- l'évaluation sommaire des zones non construites (p.ex 5, 10 et 16 ) situées dans l'espace urbain et la vérification si les mesures d'atténuation permettent d'éviter des incidences significatives ;
- l'analyse des surfaces qui n'ont pas été identifiées, voire analysées dans le cadre de l'UEP ;
- l'actualisation de l'orthophoto du plan de synthèse de la Ville d'Esch-sur-Alzette ;
- l'analyse conséquente des nuisances sonores afin de déterminer des mesures anti-bruit ;
- la prise en compte de sites potentiellement pollués sur les zones 1a, 1b, 3, 3c, 3d, 5, 6a, 6b, 7a, 7b, 9, 13 et 21b ;
- la prise en compte du programme national de la qualité de l'air (p.ex. dioxyde d'azote) ;
- la prise en compte des nuisances sonores provenant des routes nationales, de l'autoroute et du trafic ferroviaire ;
- la demande d'un avis complémentaire d'un expert en chauves-souris et en avifaune ;
- la réalisation d'une évaluation appropriée conformément à l'article 32 de la loi du 18 juillet 2018 pour les zones 24a, 3b et 25 ;
- la révision de la notice d'impact conformément à l'article 32 de la loi du 18 juillet 2018 en prenant en compte les zones 17-1, 17-2, 17-3, 17-4, 17-5, 17-6, 18, 19, Ellergronn et Burgronn ;
- l'analyse conséquente des espèces protégées particulièrement, espèces de l'annexe 3 et 4 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, notamment les chiroptères ;
- la réalisation d'études de terrain pour l'avifaune et les chauves-souris ;
- le développement de mesures d'atténuation pour les surfaces constituant probablement un habitat essentiel selon l'article 21 de la loi du 18 juillet 2018 ;
- le développement de mesures compensatoires pour les surfaces constituant probablement un habitat d'espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable (ci-après HEIC ou habitat d'espèces) selon l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 ;
- la quantification sommaire des besoins compensatoires selon l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 ;
- la définition de servitudes d'urbanisation pour assurer la protection de certains biotopes protégés, respectivement pour transposer des mesures d'atténuation dans la partie réglementaire du PAG ;
- la prise en compte des réserves naturelles ZH43 et ZH46 dans le rapport environnemental ;
- la révision du calcul du bilan de la consommation du sol ;
- l'évaluation du maillage écologique, des espaces verts et du paysage dans l'optique cumulée de l'impact de différentes zones à urbaniser ;

- l'évaluation du traitement des eaux usées en fournissant des précisions sur les capacités existantes compte tenu du développement projeté et des capacités réservées à d'autres communes ;
- des remarques spécifiques en relation avec certaines zones destinées à être urbanisées.

L'évaluation sommaire des incidences notables sur l'environnement et le premier avis de la Ministre se réfèrent à la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles qui a entretemps été abrogée. Le rapport environnemental a été finalisé après l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (ci-après loi PN) et en tient déjà compte dont il faut féliciter les auteurs.

Selon la partie réglementaire du PAG en vigueur, les zones « **secteur à études** » figurent parmi les « zones urbaines » (article I.A.1.11), de même que parmi la « zone verte » (article I.B.1.15). La partie graphique ne fait pas de distinction particulière entre les secteurs à études considérés en ce qui concerne leur classement en tant que zone urbaine ou zone verte. Comme cette approche ne permet pas de distinguer clairement entre le statut des terrains par rapport à la délimitation de la zone verte, il a été convenu avec la Ville d'Esch-sur-Alzette de s'accorder par le biais d'un plan proposé par la Ville sur le statut des zones. La distinction entre zone urbaine et zone verte présentée sur le plan en annexe est approuvée par le Ministère de l'Environnement. Le chapitre II.2 du présent avis revient sur la thématique et les zones concernées.

## **II. ANALYSE DU RAPPORT ENVIRONNEMENTAL**

En vertu de l'article 7.2 de la loi EES, la Ministre est chargée d'émettre son avis sur l'évaluation environnementale stratégique à deux niveaux : d'une part, sur la qualité du rapport environnemental, et, d'autre part, sur la prise en compte des enjeux environnementaux par l'autorité communale dans le cadre du projet d'aménagement général.

### **II. 1 De la qualité générale du rapport environnemental**

Le dossier soumis pour avis par l'autorité communale comprend en outre du projet de PAG et du rapport environnemental (« Strategische Umweltprüfung (SUP) zur Neuaufstellung des PAG, Phase 2 Umweltbericht mit Detail- und Ergänzungsprüfungen ») plusieurs documents supplémentaires, dont entre autres

- des avis spécifiques supplémentaires des bureaux-experts (COL, Gessner Landschaftsökologie) ;
- les rapports environnementaux des modifications ponctuelles « Südspidol » et « Wobrécken » ainsi que les études de terrain pour les chauves-souris et l'avifaune correspondantes ;
- des études de terrain pour les espèces protégées particulièrement sur la zone 7a réalisées par le bureau d'études Milvus ;
- les documents (UEP, screening Natura 2000, avis d'experts, etc.) élaborés déjà pour la première phase de l'EES par le bureau Zeyen et Baumann.

En ce qui concerne la qualité du rapport environnemental, plusieurs remarques s'imposent :

- Au chapitre 3.1.1 les auteurs du rapport environnemental n'ont pas pris en compte la dernière version des projets de plans directeurs sectoriels (2018) mais se réfèrent à ceux de l'année 2014. EV-1
- Concernant les neuf objectifs environnementaux, les auteurs restent assez optimistes en relation avec la biodiversité faune et flore alors que plusieurs surfaces à urbaniser présentent une certaine qualité écologique pour diverses espèces strictement protégées et que ces surfaces nécessitent des mesures d'atténuation compliquées dont l'exécution n'est pas garantie. EV-2
- Les zones 17-3, 17-4 et 17-5 (parc animalier, camping, hôtel) du plan de synthèse diffèrent des zones présentées dans le rapport environnemental. Ainsi, la zone 17-3 du plan de synthèse, correspond à la zone 17-4 dans le rapport environnemental et la zone 17-5 du plan de synthèse constitue la zone 17-3 dans le rapport. De même, la zone 17-4 correspond à la zone 17-5 dans le rapport environnemental. Le présent avis se base sur le plan de synthèse.
- La présentation de l'évaluation des surfaces analysées au chapitre 4 du dossier est succincte et manque de précisions : EV-3
  - La cohérence du dossier souffre de l'absence d'informations plus concrètes sur les « procédures séparées », notamment les modifications ponctuelles des surfaces 4a, 3d, 7a et 7b.
  - Les remarques formulées dans mon premier avis relatives aux surfaces 1b, 3c, 3d, 6a, 12a, 13 et 22 n'ont pas été reprises correctement dans le dossier soumis. Souvent, les auteurs se focalisent uniquement sur le bien environnemental « biodiversité, faune et flore », résument les études de terrain réalisées par les bureaux-expert et omettent d'analyser les autres biens environnementaux, notamment la « santé humaine et population », « l'eau » et le « paysage ». Le rapport environnemental n'est donc pas complet. Le chapitre II.2 du présent avis fournit des précisions pour les zones concernées. EV-4
  - Le chapitre 7 « Kumulative Umweltauswirkungen » reste très général et ne fournit pas d'informations plus concrètes. EV-5

En somme, la stratégie de développement de la Ville d'Esch-sur-Alzette n'est pas palpable à travers la lecture du dossier. Le rapport environnemental est très sommaire et sans grande-plus-value par rapport au document soumis en phase 1. L'avis reviendra à plusieurs reprises sur cette thématique. EV-6

### **Population/Santé humaine**

Les chapitres 3.3.2 et 3.3.9 du rapport environnemental décrivent l'état initial de ce bien environnemental qui a été traité d'une manière très sommaire ce qui est regrettable vu que la Ville d'Esch-sur-Alzette est particulièrement concernée par la pollution atmosphérique, les nuisances sonores ainsi que la présence de nombreux sites potentiellement pollués voire d'établissements classés.

#### Etablissements classés / Sites potentiellement pollués

Au chapitre 3.3.9 les auteurs se réfèrent à un plan identifiant les sites potentiellement pollués qui ne fait pas parti du dossier soumis pour avis (« Die Lage der Altlastenflächen (Site contaminé ou

assaini) und Altlastenverdachtsflächen (Site potentiellement pollué) ist im Plan "Grunddienstbarkeiten" verzeichnet (s. Anhang). »). Les plans de synthèse soumis au dossier ne contiennent pas non plus une identification des sites potentiellement pollués sur les zones 1a, 1b, 3a, 3c, 3d, 5, 6a, 6b, 7a, 7b, 9, 13 et 21b.

Par ailleurs, un relevé des établissements tombant sous le champ d'application de la législation relative aux établissements classés et la prise en compte d'éventuels effets notables émanant de ceux-ci fait également défaut. Les auteurs du rapport environnemental indiquent pour les surfaces 4a, 4b, 3d, 6a, 6b, 7a, 7b, etc. que des données relatives aux émissions acoustiques et aux polluants émanant de l'usine sidérurgique de Belval ainsi que d'autres établissements ne seraient pas disponibles. Or, il y a lieu de noter que sur base de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, divers arrêtés ministériels pour les établissements sont disponibles auprès de l'Administration de l'environnement ainsi que certaines études d'impacts y afférent. Les valeurs limites fixées pour ces établissements n'ont pas été considérées dans le rapport environnemental. EV-8

D'une manière générale, il y a lieu de veiller aux situations de rapprochement d'établissements classés suivant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés par rapport à des zones dans lesquelles des personnes séjournent régulièrement durant une période prolongée, de même qu'aux situations de rapprochement dans le sens inverse. Dans ces cas, il y a lieu de respecter la situation autorisée suivant la législation relative aux établissements classés.

### Nuisances sonores

Les cartes de bruit indiquées aux pages 30 et 31 du rapport environnemental semblent représenter les grands axes routiers et les chemins de fer principaux de l'année 2011. Il est à noter que des cartes de bruit du trafic routier sur les grands axes de 2016 sont désormais disponibles. Au vu des légères différences entre 2011 et 2016, il est recommandé d'adapter le rapport environnemental. EV-9

En ce qui concerne l'évaluation de ce bien environnemental j'avais recommandé dans mon premier avis que les auteurs doivent prendre en compte les nuisances sonores provenant des routes nationales, de l'autoroute A4 et du réseau ferroviaire pour les zones **1a, 1b, 5, 8, 9, 11, 12a, 12b, 20, 21a, 21b et 22** qui subissent un niveau de bruit élevé afin de développer des mesures anti-bruits ; EV-10

Les mesures anti-bruit proposées dans le rapport environnemental restent à un niveau de détail très général. Les auteurs du rapport environnemental omettent d'évoquer les plans d'action contre le bruit des grands axes routiers<sup>1</sup> et le plan d'action contre le bruit des grands axes ferroviaires<sup>2</sup> qui ont été publiés par l'Administration de l'environnement et qui contiennent des informations utiles concernant la Ville d'Esch-sur-Alzette. En effet, deux zones prioritaires de gestion de bruit (« hotspot » bruit) ont été identifiées dans les quartiers Gare et Lallange. De plus, ces plans contiennent des informations utiles relatives à la prévention acoustique au niveau de l'aménagement communal qui auraient pu être intégrées dans le rapport environnemental ainsi que, le cas échéant, le projet de PAG. EV-11

Par ailleurs, les surfaces des SD qui n'ont pas été analysées en détail dans le rapport environnemental, p.ex. SD8 (rue d'Audun), SD9 (Bvd Meyer/ rue de Luxembourg), SD11 (rue Joseph Kieffer), SD13 (Berwart-Est), SD17 (Par Lankelz), SD18 (Lentille Terre Rouge), SD19 (Place Noerbert Metz) ne comprennent pas d'indications relatives à la situation sonore, voire ne prévoient pas de mesures d'intégration spécifiques. EV-12

---

<sup>1</sup> Plans d'action contre le bruit des grands axes routiers de plus de 3 millions de passages de véhicules par an – janvier 2018

<sup>2</sup> Plan d'action contre le bruit des grands axes ferroviaires de plus de 30.000 passages de trains par an – janvier 2018

A noter encore qu'il est recommandé d'effectuer des études d'impacts vibratoires pour les surfaces localisées (p.ex. SD13 ou le site Esch-Schifflange) à proximité des chemins de fer (ca. 20 m) afin d'identifier et de définir, le cas échéant, des mesures spécifiques. Cette mesure est à rajouter dans le chapitre dédié au monitoring. **EV-13**

### Qualité de l'air

Les auteurs du rapport environnemental omettent de présenter le Programme National de la qualité de l'air (PNQA) pour analyser les impacts environnementaux liés au dioxyde d'azote, et ce pour chaque zone située le long de routes à circulation intenses et d'une manière cumulée afin de développer une stratégie claire par rapport à l'évolution potentielle du trafic due à la mise en œuvre du PAG et la pollution atmosphérique y relative. **EV-14**

A noter que l'Administration de l'environnement a effectué des études sur la qualité de l'air (dans le cadre du pacte climat<sup>3</sup>). Il en résulte que le boulevard Kennedy aux numéros 50-52 représente un « hotspot » qui devra être pris en compte dans l'élaboration d'un plan de qualité de l'air à soumettre à la Commission européenne dans le contexte de la directive 2008/50/CE relative à la qualité de l'air ambiant. Les zones 7a, 7b, 6b, 28 risquent d'entraîner une augmentation du trafic routier et peuvent avoir un impact négatif sur la qualité de l'air (NO<sub>2</sub>, PM) de manière à ce que des « études trafic routier » seraient à réaliser afin de localiser à temps d'éventuels points névralgiques de pollution de l'air. Cette mesure est à rajouter dans le chapitre dédié au monitoring. **EV-15** **EV-16**

### Lignes électriques à moyenne et haute tension

La thématique n'a pas été traitée dans le rapport environnemental. Les auteurs se contentent de visualiser les lignes électriques sur le plan de synthèse sans en évaluer d'éventuels impacts. La zone 22 est concernée par une ligne électrique qui n'a pas été prise en compte dans le rapport environnemental et qui ne figure pas sur le plan de synthèse. **EV-17**

En somme, il convient de constater que ce bien environnemental n'a pas été analysée d'une manière suffisamment précise dans le rapport environnemental.

## **Diversité biologique/Protection des espèces**

**S'agissant du premier pilier des directives « Habitats » et « Oiseaux », à savoir la protection du réseau Natura 2000, la Ville d'Esch-sur-Alzette est concernée par trois zones Natura 2000, à savoir :**

- la zone de protection spéciale (ZPS) « oiseaux – **LU0002007** Vallée supérieure de l'Alzette » ;
- la zone spéciale de conservation (ZSC) « habitats – **LU0001030** Esch-sur-Alzette sud-est – Anciennes minières / Ellergronn »
- la zone de protection spéciale (ZPS) « oiseaux – **LU0002009** Esch-sur-Alzette sud-est – Anciennes minières / Ellergronn ».

Dans mon premier avis j'avais exigé que les auteurs révisent la notice d'impact. En outre, il a été convenu lors de la réunion du 19 septembre 2017 de me la soumettre pour avis complémentaire avant la finalisation du rapport environnemental, ce qui n'a pas été fait.

---

<sup>3</sup><https://environnement.public.lu/fr/loft/air/mesures/campagnes-speciales/campagne-communes-NO2.html> et « Campagne de mesurage de dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) dans le cadre du pacte climat - Rapport final 2018 »



Dans le document révisé, les auteurs ont évalué les incidences significatives par rapport à chaque objectif de conservation des trois zones Natura 2000 concernées. Cependant, la notice d'impact est toujours déficitaire vu que les surfaces **13, 17-3, 17-4, 17-6, 18 et 19** n'ont pas été évaluées par rapport au réseau Natura 2000. EV-18

Les surfaces **13, 17-3, 17-4, 18 et 19** sont localisées à proximité directe et la zone **17-6** empiète sur la zone Natura 2000. Ces surfaces comprennent un camping, un hôtel, un parc animalier, plusieurs infrastructures sportives (tennis, football, etc.) et des parties qui sont exemptes de toute construction. Le projet de PAG prévoit de classer ces surfaces en zone destinée à être urbanisée (zone REC) sans y cadrer plus précisément les affectations autorisables et interdites. La zone REC non spécifiée y permettrait donc la construction supplémentaire de bâtiments, d'infrastructures et d'installations de sports et de loisirs d'un type et d'une envergure différente (p.ex. casino, centre équestre, piscine, etc.) ce qui pourrait engendrer des incidences significatives négatives sur le réseau Natura 2000. EV-19

Il est rappelé qu'en date du 20 avril 2018, une réunion de concertation a eu lieu entre l'autorité communale et le Ministère de l'Environnement dans laquelle il a été convenu que les zones REC seraient impérativement à différencier. Il importe donc de préciser davantage la partie réglementaire du projet de PAG (p.ex. REC\_camping, REC\_horesca, REC\_parc animalier, REC\_sports, etc.) en limitant l'utilisation des constructions aux seuls besoins de l'activité y présente et en excluant toute autre construction (maintien du statu quo). Ceci est d'autant plus important que le « screening Natura 2000 » annexé au rapport environnemental est déficitaire (voir également p.15- 16 du présent avis).

Je tiens également à rappeler que selon l'article 33 de la loi du 18 juillet 2018, le ministre ne peut marquer son accord sur le plan ou projet que si celui-ci ne porte pas atteinte à l'intégrité de la zone Natura 2000 concernée. A l'état actuel, l'absence d'incidences significatives ne peut être confirmée avec la certitude requise.

Pour ce qui en est des surfaces **1b, 3b, 12a, 12c, 26, 27a et 27b** évaluées dans la notice d'impact, il importe de prendre en compte les remarques suivantes pour chaque zone Natura 2000 :

Zone spéciale de conservation (ZSC) « habitats – LU0001030 Esch-sur-Alzette Sud-Est – Anciennes minières / Ellergronn » :

Il résulte de la notice d'impact que des incidences significatives sur les objectifs de conservation de cette ZSC ne peuvent être exclues pour les chauves-souris (Murin de Bechstein, Grand murin, Murin à oreilles échancrées) en cas d'urbanisation des surfaces **1b, 3b, 26, 27a et 27b**. Les zones 1b et 26 ne sont pas localisées à l'intérieur ou à proximité de cette ZSC tandis que les zones 3b et 27 l'empiètent.

En ce qui concerne les surfaces **1b et 26**, le Ministère de l'environnement estime que leur urbanisation n'impactera pas significativement les chauves-souris de la zone Natura 2000. En effet, les surfaces sont situées en dehors de la zone Natura 2000 et le corridor de déplacement à l'Ouest de la zone 26 a été superposé par une zone de servitude « urbanisation – I/T » permettant d'éviter des incidences significatives négatives sur la ZSC.

Concernant la surface **3b**, l'étude de terrain effectuée par le bureau-expert FÖA en 2017 conclut que plusieurs espèces de chiroptères sont présentes sur la surface dont également les espèces cibles de la zone Natura 2000. Selon le projet de PAG, l'autorité communale a décidé de maintenir la surface en zone verte, ce qui est apprécié. De même pour la zone **27b**. Des incidences significatives sur le réseau Natura 2000 ne sont plus à attendre.

La zone **27a** au « Ellergronn » comprend deux bâtiments (restaurant) qui sont classés en zone verte selon le PAG en vigueur. L'autorité communale a décidé de régulariser la situation existante en classant les deux bâtiments ainsi que les surfaces exemptes de toute construction en zone REC. Les auteurs du rapport environnemental n'ont pas effectué une évaluation appropriée<sup>4</sup> moyennant une étude de terrain afin de clarifier si les espèces cibles de la ZSC sont présentes sur les surfaces libres de toute construction et si leur urbanisation aura un impact significatif sur le réseau Natura 2000. **EV-20** Pour pallier à ce déficit, la régularisation devra se limiter aux seuls bâtiments existants et différencier les dispositions réglementaires de la partie écrite (p.ex. REC\_horesca).

Zone de protection spéciale (ZPS) « oiseaux – LU0002007 Vallée supérieure de l'Alzette » :

Le Ministère de l'Environnement partage les conclusions tirées des auteurs du rapport environnemental, aucune incidence significative sur les objectifs de conservation de la ZPS est à attendre.

Zone de protection spéciale (ZPS) « oiseaux – LU0002009 Esch-sur-Alzette sud-est – Anciennes minières / Ellergronn » :

Le Ministère de l'Environnement partage les conclusions tirées des auteurs du rapport environnemental, aucune incidence significative sur les objectifs de conservation de la ZPS est à attendre.

**En ce qui concerne le deuxième pilier des directives « Habitats » et « Oiseaux », j'avais recommandé d'effectuer des études de terrain pour les espèces protégées particulièrement, notamment les chauves-souris, l'avifaune, les reptiles et les papillons pour les zones 1b, 3b, 4a, 4b, 6b, 7a et b, 5, 8, 10, 20, 21a et b, 24a-b-c, « an der Hellegewiss », « Burgronn ».**

L'autorité communale a décidé de reclasser les zones 3b, 5, 10, 24a-b-c, « an der Hellegewiss » et « Burgronn » voire de les maintenir en zone verte. Aucun conflit par rapport à l'article 21 n'est donc à attendre.

Les études de terrain requises pour les surfaces 4a, 4b, 3b et 3c ont été effectuées par le bureau-expert FöA. L'étude de terrain effectuée par le bureau-expert Milvus dans le cadre du projet de la modification ponctuelle « Lentille Terre rouge » (surfaces 7a et 7b) a été rajoutée au dossier soumis.

Aucune étude de terrain n'a été réalisée pour les zones 1b, 20, 21a et 21b ce qui constitue un déficit.

Le chapitre II.2 du présent avis fournit des informations supplémentaires à ce sujet.

En somme, un conflit par rapport aux dispositions de l'article 21 de la loi PN ne peut être exclu pour les zones 1b, 4a, 4b, 6b, 7a, 7b et 20 de manière à ce que des mesures de type « CEF » s'avèrent nécessaire. A noter que ce type de mesure peut s'avérer compliqué compte tenu qu'elles devront être réalisées à proximité des surfaces impactées (disponibilité de terrain) et qu'elles devront être fonctionnelles au plus tard au moment de la destruction des biotopes ou habitats concernés (durée plus ou moins longue en fonction du type de mesure).

---

<sup>4</sup> 2<sup>ème</sup> phase d'une évaluation des incidences sur une zone protégée d'intérêt communautaire



Le rapport environnemental ne contient pas de mesures de type « CEF ». Néanmoins, les auteurs du rapport proposent d'identifier les surfaces susmentionnées en vertu des dispositions de l'article 21 de la loi PN. Il faut remarquer qu'une telle identification ne constitue pas une solution définitive contrairement à une réduction de la zone ou la définition d'une zone de servitude « urbanisation ». Elle contribue uniquement à une transparence accrue quant aux obligations à respecter lors de la mise en œuvre du PAG. Le même constat est valable pour l'identification des surfaces en vertu de l'article 17 de la loi PN traité ci-dessous.

Toutefois, il est regrettable que l'autorité communale n'a pas transposé cette identification dans le projet de PAG (voir également le chapitre III du présent avis).

Enfin, une autorisation de la Ministre est requise pour la mise en œuvre de telles mesures d'atténuation anticipées (CEF) conformément aux dispositions de l'article 27 de la nouvelle loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature.

Le chapitre 7.2 du rapport environnemental traite brièvement les **biotopes protégés et les habitats d'espèces** tombant sous les dispositions de l'article 17 de la loi PN. La valeur écologique des biotopes protégés et habitats d'espèces à compenser selon le tableau 7 p.12 du rapport environnemental s'élève à au moins 4,68 millions éco-points sur base de la nouvelle méthode appliquée (RGD du 1<sup>er</sup> août 2018). Le bilan écologique est à préciser au niveau des planifications subséquentes dans le respect des modalités arrêtées par la nouvelle loi PN du 18 juillet 2018.

Enfin, il est remarqué que les auteurs du rapport environnemental restent muets en ce qui concerne l'évaluation du maillage écologique intra-urbain. Cet exercice aurait été important pour vérifier la cohérence et la qualité d'aménagement des corridors verts (axes Est-Ouest et Nord-Sud) qui passent à travers l'espace urbanisé et contribuent ensemble avec les nombreux îlots verts au Nord de la Ville au maillage écologique intra-urbain et au-delà. Il s'agissait d'évaluer les incidences probables du projet de PAG sur ce maillage afin de déceler les mesures générales, voire de mettre en rapport les mesures d'atténuation proposées au chapitre 13.3 pour les différentes surfaces afin de le maintenir ou de l'améliorer. Dès lors, il est recommandé de redresser ce déficit et d'ajouter cette thématique dans le cadre dudit chapitre. **EV-21**

En ce qui concerne les **zones protégées d'intérêt national** il s'agissait de considérer la proximité entre la réserve naturelle ZH46 et lieu-dit « Ellergronn » ainsi qu'entre la réserve naturelle ZH43 et la zone **13** et de se prononcer dans le rapport environnemental sur d'éventuelles incidences sur ces deux zones. Dans le cas du lieu-dit « Ellergronn », il est apprécié que l'autorité communale ait maintenu le centre d'accueil Ellergronn en zone verte. **EV-22**

Quant à la zone **13** classée en ECO-c1 et jouxtant la réserve naturelle « ZH43 » les auteurs n'ont pas vérifié si la construction de la surface est en mesure d'enfreindre les interdictions du règlement grand-ducal du 5 février 2007<sup>5</sup>. Le bureau Zeyen et Baumann propose une bande non constructible d'une largeur de 30 mètres sur toute la longueur de la surface. L'autorité communale a transposé à juste titre cette mesure dans le projet de PAG sous forme d'une zone de servitude « urbanisation – I/T ». Nonobstant, la servitude « I/T » est à revoir, le chapitre III du présent avis fournit des informations plus précises.

---

<sup>5</sup> déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Am Pudel » englobant des fonds sis sur les territoires des communes d'Esch-sur-Alzette et de Schiffange et modifiant le règlement grand-ducal du 20 décembre 1988 déclarant zone protégée la zone humide « Brill » englobant des fonds sis sur le territoire de la commune de Schiffange

Le chapitre 7.1 du rapport environnemental traite le bilan sommaire de la consommation du sol qui s'élève à 45,53 ha. Il paraît que la commune ait encore réussi à réduire la consommation du sol par rapport à la première phase de l'EES (53,65 ha → 45,53 ha) en reclassant certaines surfaces (par exemple des surfaces localisées à l'intérieur de la zone Natura 2000 au lieu-dit « Gaalgebierg ») en zone verte.

Le projet de PAG est désormais en phase avec l'objectif pour la consommation du sol.

La problématique des terres d'excavation n'a pas été traitée dans le rapport environnemental. A noter encore que l'Administration de l'Environnement a publié dans ce contexte le document « Besser planen, weniger baggern<sup>6</sup> » qui illustre des exemples et des méthodes pour entrepreneurs et personnes en charge afin de limiter ou même d'éviter un maximum de terres d'excavation.

## **Protection et gestion de l'eau**

### Assainissement

Au chapitre 7.4 les auteurs du rapport environnemental répètent sommairement les informations EV-24 qui ont déjà été fournies dans l'UEP relatives aux eaux usées. Malgré l'exigence formulée dans mon premier avis, une simulation des capacités épuratoires en relation avec l'accroissement potentiel de la population en fonction du phasage prévu par le PAG fait défaut. Celle-ci aurait permis de présenter d'une manière plus transparente la cohérence entre le PAG et la STEP à court, moyen et long terme.

### Les eaux souterraines et potables

La présence des zones de protection d'eau potable provisoires a été correctement prise en compte dans le dossier soumis. Le Sud-Est de la Ville d'Esch-sur-Alzette est concerné par les zones de protection d'eau potable (ZPS) « Weisen 3 » et « Wäschbur ». Les règlements grand-ducaux de ces deux ZPS sont en cours de procédure. La Ville d'Esch-sur-Alzette et les maître d'ouvrage de projets à ces endroits devront se tenir informés de leur état d'avancement.

### Les eaux de surface et les zones inondables

Pour ce qui en est des risques d'inondations, toutes les zones se trouvant à proximité d'un cours d'eau ou plus précisément dans les zones inondables actuellement en vigueur (HQ10, HQ100 et HQextrême) selon le règlement grand-ducal du 5 février 2015 déclarant obligatoires les cartes des zones inondables et les cartes des risques d'inondation pour le cours d'eau Alzette peuvent être affectées par des crues. Les bassins d'eau industriel de la zone 28 (site industriel Esch-Schifflange) EV-25 sont localisés en zone inondable. Le projet de PAG prévoit de les classer en zone ECO-c2 ce qui est à considérer comme une modification de la délimitation de la zone verte. Considérant l'abandon de l'activité industrielle sur le site industriel Esch-Schifflange, le Ministère de l'environnement que les étangs devront rester en zone verte et que leur affectation finale devra être définie dans la modification du PAG à faire en vue de la reconversion du site.

Il est précisé que les conditions du « Guide pour les projets de construction à l'intérieur des zones inondables » (AGE, 2018) sont à respecter.

---

<sup>6</sup> <https://environnement.public.lu/fr/offall-ressourcen/types-de-dechets/dechets-construction-demolition-dcd.html>

L'autorité communale planifie de superposer les berges des cours d'eau Dipbach et Alzette, localisées à l'intérieur d'une zone destinée à être urbanisée par une zone de servitude « urbanisation – cours d'eau », ce qui est soutenu. Seule la largeur de la servitude est à réviser vu que le terme « environ 10 mètres » n'est pas assez précis. A noter encore que la partie du cours d'eau Dipbach traversant la zone SPEC-CH devra également être superposée par une zone de servitude « urbanisation – CE » (voir la p. 20 du présent avis). EV-26

## Protection du paysage

S'agissant de l'enjeu de la protection du paysage, il y a lieu de constater que cette thématique fait l'objet d'un traitement particulièrement peu développé et très sommaire dans le rapport environnemental. Pour la description de l'état initial du paysage au chapitre 3.3.4, les auteurs présentent les grands corridors verts qui passent à travers l'espace urbanisé et qui contribuent au maillage écologique. Dans mon premier avis, j'avais recommandé que le bien environnemental « paysage » soit analysé de manière conséquente dans le rapport environnemental avec comme finalité le développement de propositions permettant, d'une part, de conserver le maillage écologique existant et, d'autre part, d'améliorer l'intégration paysagère des zones concernées, prises individuellement et dans une optique cumulée, respectivement de déterminer d'éventuelles zones à maintenir en zone verte pour des raisons paysagères. En l'état, il peut être constaté que cette recommandation n'a pas été prise en compte dans le rapport environnemental vu qu'aucun chapitre est dédié à l'évaluation des incidences du projet de PAG sur le bien environnemental « paysage ». Les auteurs du rapport se limitent à évaluer la protection du paysage dans le cadre des zones analysées. EV-27

## Mesures de suivi

EV-28  
EV-29

Le chapitre 12 du rapport environnemental est consacré à la description des mesures de suivi (monitoring) afin de répondre aux exigences de l'article 5 point f de la loi EES. Les auteurs y présentent un tableau qui se prononce sur les différentes surfaces analysées. Le tableau indique les surfaces, les incidences, les mesures, la vérification de la mise en œuvre ainsi que les acteurs à intégrer dans le processus. Il est également indiqué que le contrôle des cavités d'arbres et de bâtiments vacants pour les chauves-souris et l'avifaune soit intégré dans les mesures de suivi, notamment pour les surfaces 7a-b, 4b. De même, les surfaces 3c et 3d comprenant un ou plusieurs sites potentiellement pollués sont à prendre en compte dans le monitoring. Pour la zone 9, les auteurs proposent de protéger les cours d'eau sans indiquer les mesures à mettre en œuvre ?

Complémentairement, il aurait été indiqué de considérer également dans un tableau les thématiques générales à surveiller :

- pour l'eau, la surveillance de l'évolution de la procédure d'élaboration du règlement grand-ducal pour anticiper les conséquences de la création des zones de protection des captages
- pour la santé humaine et population, la surveillance de l'évolution du trafic, des nuisances sonores, etc.

## II.2 Remarques spécifiques concernant les différentes surfaces évaluées

- **1b :** La surface comprend des étangs et de nombreuses structures vertes protégées par l'article 17 de la loi PN. Selon le PAG en vigueur, elle est classée en tant que secteur à études. Le projet de PAG prévoit un classement en zone Mix-U et en zone de parc. Un tracé routier est indiqué sur la partie graphique comme faisant partie du réseau afin de connecter le PAP 29 et la zone 28 (friche industrielle Esch-Schiffflange). Toutefois, il est constaté sur les orthophotos du géoportail 2018 que cette route est actuellement non existante.

Toute la surface est superposée par un PAP approuvé « PAP 13 » intitulé selon l'étude préparatoire « Schlassgoard – Nord/Mitte/Süd 14021/59C du 19 janvier 2006 ». Le Ministère de l'Environnement ne connaît pas le contenu du PAP et demande d'avoir des informations, notamment concernant l'approbation du PAP par les instances étatiques alors que la zone pourrait être considérée comme étant un secteur à études en zone verte au vu des caractéristiques (étangs, structures vertes, présence probable d'espèces protégées particulièrement, biotopes, etc.) du site.

Dans l'UEP, les auteurs concluent que des incidences négatives sur la biodiversité, faune et flore, l'eau, le climat et l'intégration paysagère ne peuvent être exclues. Dans mon premier avis, j'ai confirmé les conclusions et j'ai rajouté que des études de terrains pour l'avifaune et les chauves-souris sont requises vu l'éventuel conflit par rapport aux articles 17 et 21 de la loi PN. Dans le dossier soumis, il est constaté que l'analyse de la surface n'a été que très sommairement abordée et lesdites études de terrain font défaut. Le statut de la surface par rapport aux articles 17 et 21 n'est donc pas clair ce qui risque d'engendrer des problèmes de mise en œuvre du PAP approuvé. Enfin, les auteurs du rapport environnemental recommandent de classer la surface en zone verte/de parc public ce qui n'a été considérée que sur une petite partie de la surface (zone PARC).

En somme, l'approche choisie par l'autorité communale est vue d'un œil très critique et est à revoir dans le contexte de la réaffectation du site industriel adjacent. Une abrogation du PAP approuvé mais non exécuté depuis 2006 dans le cadre de la refonte du PAG est recommandée. **EV-30**

- **3a :** Selon le PAG en vigueur, la surface est classée en « secteur d'espaces verts » constituant une « zone urbaine ». Elle comprend un terrain de football, est entourée de structures vertes et la présence d'un site potentiellement pollué ne peut être exclue. La zone a été rajoutée au dossier soumis et les auteurs concluent que des incidences négatives peuvent être exclues vu que l'autorité communale planifie de classer la surface en zone de parc public.
- **3b :** La surface est classée en « secteur à études » dans le périmètre en vigueur. Elle est à considérer comme zone verte (voir plan en annexe). Elle a une longueur de plus de 800 mètres et renforcera significativement l'effet tentaculaire vers le paysage au sud pour rejoindre *in fine* les terrains de football y existant. Dans mon premier avis, j'avais confirmé l'évaluation sommaire des auteurs que des impacts négatifs sur la biodiversité, faune et flore, le climat, l'eau et le paysage ne pourraient être exclues. En effet, elle est très sensible vu qu'elle s'enclasse entre deux vallées étroites couvertes de massif forestiers. De plus, elle est envahie de plusieurs complexes de pelouses maigres, de haies, de broussailles et de biotopes protégés selon l'article 17 de la loi PN. En 2017, le bureau-expert FöA a effectué des études de terrain pour les chauves-souris, l'avifaune et les reptiles sur la surface. Il est apprécié que l'autorité communale a décidé de la maintenir en zone verte.
- **3c et 3d :** Les deux surfaces sont avoisinantes, localisées à l'extrémité Sud de la Ville d'Esch-sur-Alzette et donc éloignées des axes de dessertes principaux. La zone 3c est classée en zone HAB-

2. Elle fait partie d'une ancienne ligne de chemins de fer, est longue, mais très étroite (<20 mètres) ce qui rendra difficile toute urbanisation. La zone **3d** comprend des bâtiments industriels et est classée en zone ECO-c1. Selon le PAG en vigueur, les deux zones sont classées en tant que « secteur à études ». La surface 3c est à considérer comme zone verte tandis que la zone 3d constitue une zone urbaine (voir plan en annexe). La surface 3d a fait l'objet d'une modification ponctuelle dont le Ministère de l'Environnement a été saisi en date du 17 juillet 2013 (n/réf : 79335/CL) mais qui n'a jamais été terminée.

Dans mon premier avis, j'avais recommandé de prendre en compte les deux surfaces dans le rapport environnemental, notamment pour les biens environnementaux « population, santé humaine » (site potentiellement pollué, trafic), « eau » (zone de protection d'eau potable provisoire) et de considérer les remarques de mon avis n/réf :79335/CL pour la zone 3d. **EV-31**

Or, il convient de constater que la zone 3d n'a pas été analysée dans le document soumis. Le renvoi à la modification ponctuelle ne constitue pas une réponse valable (voir ci-dessus).

Pour la surface 3c, les auteurs du rapport environnemental n'ont pas pris en compte mes recommandations et estiment que des incidences négatives sur l'environnement peuvent être exclus. Toutefois, l'étude de terrain réalisée en 2017 par le bureau-expert FöA sur la surface prouve que les structures vertes ligneuses présentes abritent le Rougequeue à front blanc, plusieurs Lézards de murailles et la Coronelle lisse, espèces protégées particulièrement. Son urbanisation entrera donc en conflit avec les dispositions de l'article 21 de la loi PN et des mesures CEF deviennent nécessaires.

En ce qui concerne la présence de sites potentiellement pollués sur les deux surfaces et d'établissements classés sur la zone 3d, les auteurs du rapport environnemental en devront tenir compte dans le chapitre dédié aux mesures de suivi.

Un classement des terrains ne pourra être approuvé uniquement si les terrains seront marqués comme zone tombant sous les dispositions des articles 17 et 21 de la loi PN, en réduisant considérablement la densité (Hab1) autorisant uniquement la construction de maisons unifamiliales et en classant la partie Sud en ZAD. **EV-32**

- **4b** : Une étude de terrain pour l'avifaune et les chauves-souris a été effectuée sur la surface dans le cadre de la modification ponctuelle « Südspidol ».

Selon le PAG en vigueur, la partie Nord de la surface est classée en tant que « secteur à études » et celle au Sud en « secteur urbanisé II ». Le « secteur à études » est à considérer comme zone verte. La zone est envahie de structures vertes protégées par l'article 17 de la loi PN ayant, selon l'étude de terrain réalisée par FöA, une valeur fonctionnelle essentielle pour les chauves-souris et l'avifaune. En effet, la partie au Sud-Ouest de la zone constitue un territoire de chasse essentiel de la Pipistrelle commune. De plus, des sites de reproduction de la Fauvette grise et de la Rossignol Philomèle se trouvent sur la surface. Les auteurs du rapport environnemental ont correctement évalué que l'urbanisation entrera en conflit avec les dispositions de l'article 21 de la loi PN de façon à ce que des mesures d'atténuation de type « CEF » deviennent nécessaires. Toutefois, aucune mesure d'atténuation n'est proposée, ce qui est regrettable.

Dans ce contexte, il est constaté que la Ville d'Esch-sur-Alzette a plusieurs projets d'urbanisme (SD11, SD14, etc.) qui sont réalisés à court et moyen terme et exigeant la mise en œuvre de telles mesures. Pourtant, les terrains qui pourraient accueillir ce type de mesures deviennent rares alors qu'elles sont à réaliser à proximité des surfaces impactées (disponibilité de terrain) et qu'elles devront être fonctionnelles au plus tard au moment de la destruction des biotopes ou habitats concernés (durée plus ou moins longue en fonction du type de mesure). Par ailleurs,



il semble que l'autorité communale est propriétaire de plusieurs parcelles cadastrales localisées à l'intérieur de la surface « a Klëppen ».

De ce fait, et vu qu'il s'agit d'une modification de la délimitation de la zone verte, le Ministère de l'Environnement est d'avis que du moins la surface classée en « secteur à études » est à ce stade à maintenir en zone verte, ceci d'autant plus que la Ville envisage de superposer la zone par une ZAD. Un classement définitif de la surface ou d'une partie de la surface pourra être envisagé sur base d'un concept détaillé des mesures compensatoires anticipées et dont la faisabilité pourra être garantie. A noter que le maintien en zone verte ou en zone de parc public aurait également un effet positif sur la qualité de vie des futurs habitants et favorisera la qualité d'air frais tout en contribuant au maillage écologique intra-urbain et au-delà. EV-33

- **6a :** La surface comprend le crassier Terre Rouge et est classée dans le projet de PAG en tant que zone SPEC – TR. Les auteurs du rapport environnemental expliquent que le crassier Terre Rouge sera encore exploité durant plusieurs années et qu'une urbanisation, voire un changement d'affectation de la surface n'est pas envisagé, d'où des incidences notables sur l'environnement peuvent être exclues. La surface n'a pas été prise en compte dans le chapitre dédié au monitoring ce qui est à redresser, vu la présence éventuelle de chauves-souris et de sites potentiellement pollués. EV-34
- **6b :** La surface fait également partie du crassier Terre Rouge et comprend des anciennes friches industrielles, plusieurs parkings (site potentiellement pollué, galeries, tunnels, etc.), des corridors verts, de la végétation pionnière, une forêt de succession et des structures vertes susceptibles d'accueillir des espèces strictement protégées comme p.ex. des reptiles, des papillons, des chauves-souris et plusieurs espèces d'oiseaux sensibles. Les auteurs du rapport environnemental ont fait écho à ma recommandation et ont fait ressortir les problématiques environnementales d'une manière succincte et proposent une identification de la surface en vertu des articles 17 et 21. Ces mesures n'ont malheureusement pas été transposées dans la partie graphique du projet de PAG. Par ailleurs, il est indiqué de superposer les corridors verts localisés le long des chemins de fer et à proximité du tissu urbain à l'Est par une zone de servitude « urbanisation – biotopes et éléments naturels ». EV-35
- **6c :** Cette surface constitue une nouvelle surface qui n'a pas été identifiée, ni analysée dans le cadre de l'UEP. L'autorité communale a décidé de classer la partie Est en zone de verdure et la partie Ouest en zone de jardin familiaux. Aucun impact sur l'environnemental n'est à attendre.
- **7a et 7b :** Dans l'UEP, le bureau d'études est venu à la conclusion que l'élaboration d'un rapport environnemental serait requis en raison d'incidences notables sur la santé humaine, le sol et la biodiversité. Ce constat a été confirmé par le Ministère de l'Environnement. En outre, les deux zones ont fait l'objet d'une modification ponctuelle (classement d'une zone de secteur à études en zone HAB-2 et Mix-U). Or, contrairement à ce qui précède et en ignorant mon avis du 9 octobre 2018 relatif à la première phase de l'EES relative à la modification ponctuelle (voir annexe), l'autorité communale a décidé de ne pas procéder à une évaluation environnementale détaillée dans le cadre d'un rapport environnemental.

Par ailleurs, il importe de constater que la surface n'a qu'insuffisamment été traitée dans le rapport environnemental relatif à la refonte du PAG, alors que l'évaluation de certaines incidences notables, pourtant clairement identifiées en phase 1 de l'EES relative à la modification ponctuelle et du PAG, n'ont pas été évaluées (p.ex. « population/santé humaine », « biodiversité, faune et flore » et « sol/géologie »). En effet, les auteurs du rapport environnemental se limitent à résumer une étude de terrain réalisée en 2018 par le promoteur du projet sur certaines espèces protégées particulièrement. Dans ce contexte, la présence de colonies de chiroptères, de reptiles, de papillons, de sites de reproduction de l'avifaune ainsi



que de plantes protégées particulièrement a été prouvée. L'urbanisation de la surface entre donc en conflit avec les dispositions de l'article 21 de la loi PN et des mesures de type CEF sont requises. D'après les informations disponibles et la première autorisation fournie en date du 18 février 2019 (n/réf: 92443CD/mow) à savoir, l'installation de chantier pour la phase de désamiantage des bâtiments, la partie à l'extrémité Ouest devrait être classée en zone verte afin de garantir la pérennité des mesures compensatoires anticipées qui y sont à réaliser. EV-36

Compte tenu de ce qui précède, en l'absence de toute mesure d'atténuation (p.ex. servitude) inscrite dans le projet de PAG, tout en reconnaissant l'importance stratégique et le potentiel du site pour le développement urbain de la Ville d'Esch-sur-Alzette, le Ministère de l'environnement ne peut suivre l'approche de l'autorité communale de vouloir arrêter par la refonte du PAG (respectivement la modification ponctuelle anticipée) une densité de construction très élevée sur ce site, en l'absence des résultats des études et démarches qui restent encore à faire pour connaître en détail la constructibilité du site. EV-37

- **8 : L'alignement des arbres est à superposer par une zone de servitude urbanisation - biotopes protégés et éléments naturels ».** Voir le chapitre III du présent avis. EV-38
- **12a et 12b :** La délimitation des surfaces a changé par rapport à celle de la première phase de l'EES. Selon cette nouvelle délimitation, la partie arrière de la zone 12a (ancienne zone 12b) a été reclassée en zone forestière. Ce reclassement est soutenu vu la pente raide qui rend difficile toute urbanisation. De plus, cette mesure permettra également d'éviter un conflit avec les dispositions de l'article 21 de la loi PN. Toutefois, les auteurs du rapport environnemental n'ont pas analysé la surface 12a dans le rapport environnemental concernant les nuisances sonores et ne proposent pas de mesures d'atténuation.

Concernant la nouvelle zone 12b, les auteurs du rapport environnemental informent qu'elle est urbanisée (centre pour réfugiés).

- **12c :** Une identification des parties comprenant des biotopes protégés en vertu de l'article 17 de la loi PN est indiquée.
- **13 :** Selon le projet de PAG, le classement en zone Eco-c2 est maintenu, mais la surface n'a pas été analysée en détail dans le rapport environnemental et les auteurs ne se sont pas prononcés sur la proximité avec la réserve naturelle ZH43, malgré ma demande explicite dans mon premier avis. (Voir p.15 avis du 15.12.17), voir également page 9 de présent avis). EV-39
- **14 :** Il est apprécié que l'autorité communale a maintenu la surface qui comprend le site de l'Ecole en forêt (« Waldschule ») de la Ville d'Esch-sur-Alzette en zone verte. Elle constitue un îlot déconnecté du tissu urbain qui est entouré de deux zones Natura 2000 (LU0002009 et LU0001030).
- **15 :** Il est regrettable que les auteurs du rapport environnemental n'ont pas présenté de mesures compensatoires concernant la présence du biotope protégé selon l'article 17 qui fait partie d'un corridor écologique Nord-Sud et Ouest-Est. EV-40
- **16 :** L'allée des arbres protégés présente sur le parking existant n'a pas été superposée par une zone de servitude « urbanisation ». Afin de la maintenir, il est indiqué d'y prévoir une zone de servitude « urbanisation – biotopes protégés et éléments naturels existants ». Voir également le chapitre III du présent avis. EV-41

- **17-1 et 18:** L'autorité communale a décidé de maintenir les parties qui ne sont pas utilisées par une activité jardinière et qui sont exemptes de toute construction en zone verte. Cette mesure est soutenue pour éviter des incidences significatives sur le réseau Natura 2000. La régularisation des cités jardinières existantes en zone de jardins familiaux peut être approuvée.
- **17-2 :** Il est apprécié que l'autorité communale a fait écho à ma recommandation de maintenir ces surfaces en zone verte. Cette mesure permettra d'éviter des incidences notables sur l'environnement.
- **17-3, 17-4, 17-5 et 17-6 :** Les zones comprennent le parc animalier du « Gaalgebierg », le camping et un hôtel. Elles sont situées en plein milieu naturel à proximité directe du réseau Natura 2000 (LU0002007 et LU0001030). La partie à l'extrémité Sud de la zone 17-6 est classée en zone REC et comprend le parc animalier. Elle empiète sur le réseau Natura 2000. Les auteurs du rapport environnemental expliquent que les surfaces n'ont pas été analysées en détail dans le rapport environnemental, ni évaluées dans la notice d'impact vu que l'autorité communale souhaite maintenir le *statu quo* des surfaces en les classant en zone REC non différenciée. Ce raisonnement n'est pas correct au vu des possibilités de développement du site autorisables en zone REC non différenciée.

Des avis supplémentaires demandés dans mon premier avis viennent compléter le dossier, à savoir un avis supplémentaire du bureau-expert Gessner Landschaftsökologie et de la COL. Quant aux chauves-souris, l'expert confirme que les surfaces ont probablement une valeur fonctionnelle essentielle (couloir de vol, aires de repos, territoire de chasse) pour les espèces protégées particulièrement par l'article 21 et les espèces-cibles du réseau Natura 2000. Concernant l'avifaune, la COL évoque que plusieurs espèces d'oiseaux sensibles (Pic vert, Pic noir, Bondrée apivore, Alouette lulu, Bruant jaune, etc.) et un site de reproduction du Hiboux Grand-Duc sont présentes autour du site « Gaalgebierg ».

Par ailleurs, j'avais exigé que l'autorité communale détermine des coulées vertes et des zones de servitude « urbanisation » afin de conserver au maximum les nombreuses structures vertes présentes et protégées selon l'article 17 de la loi PN vu qu'elles ont probablement une valeur de liaison fonctionnelle et de relais importants pour les espèces protégées. Ceci n'a pas été pris en compte. EV-42

En plus, afin éviter avec la certitude requise toute incidence significative sur le réseau Natura 2000 et les espèces protégées particulièrement, j'avais exigé dans mon premier avis et confirmé lors d'une réunion de concertation le 20 avril 2018 avec l'autorité communale et le bureau d'études Zeyen & Baumann que le classement en zone REC de ces trois surfaces doit être différencié de manière à cadrer le plus précisément les affectations autorisables et interdites en fonction de la localisation de la zone. Bien que les auteurs du rapport environnemental indiquent qu'une telle différenciation soit nécessaire, l'autorité communale ne l'a pas transposée dans la partie réglementaire du PAG. EV-43

En somme, la conformité du PAG avec les dispositions de l'article 33 de la loi PN ne peut être garantie avec la certitude requise. Afin que je puisse marquer mon accord sur le projet de PAG à me soumettre pour approbation, il importe que la partie écrite et graphique de la zone REC soit différenciée et précisée, par exemple, par la création une zone REC\_parc animalier, REC\_horesca et REC\_camping adaptée à la situation existante (voir également p. 6 du présent avis).

Une identification des trois zones comme terrains tombant sous les dispositions des articles 17 EV-44 et 21 de la loi PN sur la partie graphique du projet de PAG est également nécessaire.

- **19** : Selon le projet de PAG, l'autorité communale souhaite régulariser la surface comprenant des jardins communautaires, le chalet des scouts et le « Escher Geméisgaart » en la classant en zone JAR, zone REC et zone BEP. Les surfaces exemptes de toute activité jardinière et le corridor vert existant passant à travers la zone ont été maintenues en zone verte. En effet, Gessner Landschaftsökologie confirme dans son avis supplémentaire que ces parties de la zone peuvent avoir une valeur fonctionnelle pour les chauves-souris locales.

Quant au classement du chalet des scouts, il importe de cadrer davantage les affectations y tolérées et interdites en spécifiant la zone REC (p.ex. REC\_scouts). Son utilisation devra se limiter aux seuls besoins de l'activité des scouts et devra exclure toute autre construction (p.ex. terrain de sport, hôtel, etc.). **EV-45**

L'autorité communale prévoit également de régulariser le « Escher Geméisgaart » en classant la surface en zone BEP. Il importe de classer cette surface en zone JAR. **EV-46**

- **21a** : En comparaison avec le projet de PAG de 2017, l'autorité communale a décidé de maintenir la surface dans le périmètre d'agglomération en la classant en zone ECO-c1 et en la superposant par une zone de servitude « urbanisation – rétention ». La servitude permettra d'éviter des impacts sur l'environnement.
- **21b** : Dans le contexte de la refonte du PAG de la commune de Sanem, une esquisse d'un plan pour la reconversion du crassier d'Ehlerange a été élaborée en concertation avec le Ministère de l'environnement et le Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur. Selon ce plan, la zone fait partie d'un corridor écologique important qui est à maintenir en zone verte. L'autorité communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette a pris en compte ledit plan pour assurer la cohérence des PAG à cet endroit et prévoit le même classement que la commune de Sanem : zone ECO-n superposée par une zone de servitude « urbanisation – rétention ».

**22** : La surface n'a pas été analysée en détail dans le rapport environnemental tel que je l'avais demandé dans mon premier avis. Les auteurs indiquent que des mesures anti-bruit deviennent nécessaires sans développer des mesures concrètes ce qui est regrettable vu que la surface est classée en tant que zone HAB-2 dans le projet de PAG. **EV-47**

- **23** : La zone a fait l'objet d'une modification ponctuelle qui a été approuvée par la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable en date du 12 novembre 2018 (N/réf : 89191/CL). Il est apprécié que les conclusions de la modification ponctuelle ont été repris dans le dossier soumis.

- **24a, 24b et 24c** : Selon le PAG en vigueur, les zones **24a et 24b** sont classées en « secteur urbanisé » et la zone **24c** en « secteur espaces verts ». L'autorité communale a décidé de reclasser, voire de maintenir en zone verte les trois surfaces localisées à proximité voire à l'intérieur de la zone Natura 2000. Même si cette mesure est appréciée vu qu'elle évite des impacts négatifs sur l'environnement, il aurait été indiqué d'analyser ces surfaces dans le rapport environnemental afin de pouvoir étoffer, le cas échéant, l'argumentation à la base des reclassements et d'éviter des incohérences procédurales lors d'éventuelles réclamations dans le cadre de l'enquête publique relative au PAG. **EV-48**

- **25** : L'autorité communale a maintenu la surface en zone verte. Cette mesure est appréciée vu qu'elle permet d'éviter des incidences significatives sur la zone Natura 2000.

- **26** : Les auteurs du rapport environnemental ont fait écho à mon premier avis et ont analysé la zone BEP qui n'a pas été identifiée et analysée dans la première phase de l'EES. Les structures vertes protégées par l'article 17 de la loi PN et présentes sur la surface (rangées d'arbres et forêt **EV-49**

de succession) ont probablement une valeur fonctionnelle importante pour les espèces protégées particulièrement. Selon l'avis de Prochirop, certains arbres peuvent constituer un site de repos pour les chauves-souris, les rangées d'arbres un couloir de déplacement essentiel et la surface un territoire de chasse pour les chauves-souris locales. Concernant l'avifaune, la COL ne peut exclure la présence d'espèces d'oiseaux sensibles (Pic vert, Pic noir, Pic mar, Bruant jaune, etc.) vu la présence de nombreuses cavités d'arbres. Dès lors, l'urbanisation de la surface entrera probablement en conflit avec les articles 17 et 21 de la loi PN. Afin de réduire les impacts sur la biodiversité, les auteurs proposent d'identifier la surface en vertu des articles 17 et 21 de la loi PN et de superposer la rangée d'arbres à l'Ouest par une zone de servitude « urbanisation ». Seule la servitude a été transposée dans la projet de PAG. Il est recommandé d'identifier la surface tombant sous les dispositions des articles 17 et 21.

**En résumé, le rapport environnemental soumis est d'une qualité médiocre, voire même déficitaire en ce qui concerne la rigueur et la pertinence des descriptions et évaluations. Même si tous les points requis par l'article 5 la loi modifiée de 2008 ont été abordés, le rapport environnemental ne répond pas toujours aux demandes explicites formulées dans l'avis établi conformément à l'article 5 (p.ex. paysage, maillage écologique, Natura 2000, assainissement). Le chapitre dédié à la population et santé humaine est déficitaire. La lecture du dossier est compliquée et ne permet pas au lecteur de se faire une opinion globale de la stratégie de la Ville d'Esch-sur-Alzette pour la refonte de son PAG vu les nombreuses surfaces qui sont en procédure (« separates Verfahren »).**

### **III. Appréciation sur la prise en compte de l'environnement dans le cadre du projet d'aménagement général**

Il est constaté que le projet de PAG soumis pour avis témoigne de la volonté communale de redresser certaines situations urbanistiques peu compatibles avec les principes d'un aménagement du territoire durable. Ainsi, l'autorité communale a opté de mieux arrondir la délimitation de la zone verte par plusieurs **reclassements en zone verte** classés en tant que « secteur à études » dans le PAG en vigueur. Notamment les modifications aux lieux-dits :

- An der Eerschleed ;
- Um viischte Nossbiereg ;
- Am Huesegronn ;
- Op dem Hënneschten Nossbiereg ;
- An der Remélengerhiel ;
- An der Scheierchen ;
- Am Wornéchergronn ;
- Eisekaul ;
- Beim Helzebiereg ;
- Beim Kazebiereg ;
- Um Kazebiereg ;
- Op der Hiel ;
- Op Donnersbach.

- En comparaison avec le projet de PAG de 2017 présenté en phase 1 de l'évaluation environnementale stratégique (EES), l'autorité communale a également opté pour le maintien en zone verte
  - du lieu-dit « Am Ellergronn » ;
  - du parc Claire Chêne ;
  - du parc Raemerich ;
  - de la « Waldschoul » ;

Ces choix peuvent généralement être soutenus vu qu'ils permettent de limiter les impacts sur le paysage et la biodiversité tout en contribuant à une structure plus cohérente du tissu urbain communal.

L'autorité communale planifie également de **régulariser plusieurs situations existantes** actuellement classées en zone verte :

- le classement des cités jardinières en zone JAR aux lieux-dits « Bowenaker », « op dem Diswee », « op der Beler » et « Minefeld » peut être approuvé ;
- le classement du chalet des scouts en zone REC au lieu-dit « Bowenaker » peut être approuvé à condition que la zone REC soit précisée en limitant l'utilisation des constructions aux seuls besoins de l'activité des scouts et en excluant toute autre construction ; **EV-50**

Cependant, certains aspects mériteraient d'être reconsidérés, voire être redressés, lors de la finalisation du PAG :

- Le classement de la **zone 4A** diffère du classement envisagé dans le cadre du projet de la modification ponctuelle (N/réf : 87761). Selon le PAG en vigueur, la surface est classée en zone verte de protection et en secteur à études qui est à considérer comme zone verte (voir plan en annexe). Dans le projet de la modification ponctuelle, la Ville d'Esch-sur-Alzette prévoit un classement en zone verte de protection/zone BEP en superposant le cours d'eau « Dipbech » et sa renaturation par la zone de servitude « urbanisation – cours d'eau ». Dans le cadre de la refonte du PAG, l'autorité communale planifie de classer toute la surface en zone spéciale – CH sans y prévoir la servitude cours d'eau précitée. Afin de ne pas anéantir la logique à la base du reclassement approuvé dans le cadre du projet de modification ponctuelle, la délimitation de la servitude devra être reprise de manière identique sur le PAG. **EV-51**
- **zone 28 et les étangs Esch-Schifflange** : Les bassins d'eau industriels localisés au Nord-Est de la friche industrielle Esch-Schifflange sont classés, selon le plan en annexe, en zone verte. Le projet de PAG en prévoit un classement en zone ECO-c2 ce qui serait à considérer comme une modification de la délimitation de la zone verte. Considérant l'abandon de l'activité industrielle sur le site, le Ministère de l'environnement estime que les étangs devront rester en zone verte et que leur affectation finale devra être définie dans la modification du PAG à faire en vue de la reconversion du site. **EV-52**
- La régularisation des zones REC localisées au Sud du territoire communal aux lieux-dits « Gaalgebierg » et « Ellergronn » peut être approuvée à condition qu'elle se limite aux seuls bâtiments existants et différencie les dispositions réglementaires dans la partie écrite. **EV-53**
- La définition de la **zone de servitude type « urbanisation – isolement et transition (I/T) »** reste imprécise et il n'est pas clair si elle est destinée à la protection des biotopes et/ou d'éléments naturels existants ou si elle concerne l'obligation de plantation et/ou la protection du paysage ? **EV-54**



Il est indiqué de ne pas mélanger les servitudes destinées à l'intégration paysagère avec celles visant le maintien obligatoire des structures vertes existantes. Il est recommandé de renoncer à cette servitude I/T et d'y prévoir les zones de servitudes « urbanisation » suivantes:

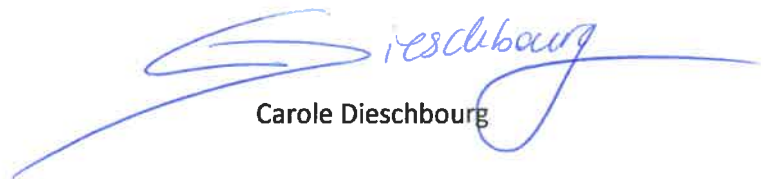
- servitude de type « biotopes et éléments naturels à préserver » qui vise à protéger et à mettre en valeur des biotopes et éléments naturels existants. En cas de destruction, ces biotopes pourront le cas échéant être compensés sans préjudice de l'autorisation requise en vertu. Une dérogation à cette interdiction pourra être accordée à titre exceptionnel et pour des raisons dûment motivées. Une telle servitude est p.ex. plus adaptée pour les rangées d'arbres localisées dans la rue Penetrante de Lallange, le long du schéma directeur SD10 ou encore la rangée d'arbres le long du Blvd Grand-duchesse Charlotte au lieu-dit « Wobrécken », etc..
- servitude de type « paysage » qui vise à améliorer l'intégration des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées dans le paysage naturel. Par ailleurs, il importe de préciser davantage son envergure (largeur, longueur), sa nature (plantes d'essences indigènes, bosquets, haies, etc., interdiction de remblais et déblais artificiels, etc.) et dans le cas de PAP NQ un concept de plantation à dresser par un homme de l'art devrait être élaboré. Il importe de prévoir une telle servitude sur la zone ECO-C2 au Nord-Est de la Ville d'Esch-sur-Alzette afin de créer une bande non constructible entre le réseau Natura 2000, la réserve naturelle et la zone ECO-c2. La servitude est à superposer par rapport à la réalité du terrain.
- La largeur de la servitude type « urbanisation – cours d'eau » est à préciser. EV-55
- La « zone de bruit » ne tient pas compte des paramètres Lnight indiqués dans les cartes de bruit 2016 pour le trafic routier et ferroviaire.
- La zone spéciale – TR « *est destinée à l'exploitation du crassier Terre Rouge et au dépôt des résidus qui en résultent. Y sont également admis des dépendances et aménagements de faible envergure directement liés à l'activité d'exploitation. Si les caractéristiques ou les particularités du site le permettent, peuvent y être exceptionnellement et temporairement autorisé des activités de loisirs et culturelles, des restaurants et des débits de boisson [...]* ». Il importe de veiller à ce que ces activités soient compatibles avec les activités autorisées en vertu de la législation relative aux établissements classés ainsi qu'avec la situation concrète sur le terrain. EV-56
- La partie graphique du projet de PAG indique les **zones inondables HQextrême et HQ100**. Afin d'être plus cohérent, la zone inondable HQ10 devrait également être représentée. EV-57
- L'étude préparatoire comporte un cadastre des biotopes protégés (article 17) et l'évaluation environnementale stratégique deux plans de synthèse identifiant les zones tombant sous les dispositions des articles 17 (habitats d'espèces) et 21 de la loi PN d'une manière précise. Il est regretté que ni le cadastre, ni le plan de synthèse ont été intégrés sur la partie graphique du projet de PAG à titre indicatif et non exhaustive. Il est vivement recommandé de ce faire et d'intégrer un renvoi explicatif dans la partie écrite à cette légende. EV-58
- Il importe de se référer dans la partie écrite au chapitre 2.2 à la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Le texte des **zones de parc public** (art. 24) est à adapter alors que le PAG n'y pourra autoriser aucune construction interdite par la loi précitée. Ainsi, cette zone de parc public comprend selon la partie réglementaire du PAG « *des îlots de verdure, des jardins, des œuvres d'art, des éléments* EV-59



*historiques, des parcs publics et des surfaces de jeux, de loisir, de détente et de repos [...] kiosks pour petite restauration, buvette [...] ».* Cette définition entre en conflit avec les dispositions de l'article 6 de la loi PN alors que seules des constructions d'utilité publique sont autorisables en zone verte.

La Ministre de l'Environnement,  
du Climat et du Développement durable



Carole Dieschbourg

Copies pour information : Ministère de l'Intérieur  
Administration de la nature et des forêts  
Administration de l'environnement  
Administration de la gestion de l'eau

